

Lorsque l'Assemblée s'est réunie en août 1953, elle a consacré beaucoup de son temps à une proposition formulée par le Canada, le Royaume-Uni, l'Australie et la Nouvelle-Zélande et recommandant la participation de l'Inde à la conférence politique. N'ayant pas obtenu assez d'appui pour être adoptée à la réunion plénière, la proposition fut retirée à la demande de l'Inde. Une importante proposition adoptée a affirmé de nouveau que "le but des Nations Unies demeurerait l'établissement par des moyens pacifiques d'une Corée unie, indépendante et démocratique sous une forme représentative de gouvernement et le rétablissement complet de la paix et de la sécurité internationales dans cette région".

Dans le dessein de préparer une conférence politique, les États-Unis ont envoyé un certain nombre de messages aux gouvernements de Pékin et de la Corée du Nord. Vers la fin d'octobre, les discussions sur la conférence politique projetée ont débuté à Pan Moun Jom. Ces discussions, qui portaient sur le temps, le lieu et la composition de la conférence ainsi que sur le statut de la participation soviétique à la conférence, furent suspendues le 12 décembre à la suite des accusations portées par le bloc communiste contre les États-Unis.

Les prisonniers détenus par la Commission neutre de rapatriement ont été remis au commandant des forces des Nations Unies un peu avant le 23 janvier 1954, date à laquelle ils furent déclarés libres. L'Inde a proposé que l'Assemblée générale soit convoquée de nouveau pour étudier la question de la Corée, mais il n'y a pas eu assez d'États membres favorables à la proposition pour qu'elle obtint la majorité requise. Le Canada a avisé le Secrétaire général et le gouvernement de l'Inde qu'il pensait inopportun dans les circonstances de convoquer de nouveau l'Assemblée générale.

Le deuxième grand événement relatif à la question coréenne est survenu à la fin de la réunion des ministres des Affaires étrangères des États-Unis, du Royaume-Uni, de la France et de l'Union soviétique, tenue à Berlin, en Allemagne, à la mi-février. Ils ont annoncé, dans un communiqué, qu'ils s'étaient entendus pour convoquer une conférence qui débiterait à Genève, en Suisse, le 26 avril 1954, et à laquelle assisteraient les représentants des quatre grandes puissances, du régime de Pékin, des deux Corées et d'autres pays dont les forces armées avaient participé à la guerre de Corée. A la fin de la période à l'étude, le Canada avait consenti à participer à la conférence et les préparatifs allaient bon train.

**L'Assemblée générale, 1953-1954.**—Bien que, durant cette période, la plupart des événements touchant la Corée aient eu lieu hors des Nations Unies proprement dites, la huitième session de l'Assemblée générale, qui a débuté à la mi-septembre et pris fin au début de décembre 1953, a dû s'occuper de divers problèmes importants. Lors de l'ouverture de l'Assemblée, l'honorable L. B. Pearson, à titre de président de la délégation canadienne, a déclaré que l'Assemblée se réunissait à un moment où plusieurs pensaient que le règlement de quelques-uns des désaccords entre les deux camps de grandes puissances était possible. Cette possibilité, a-t-il continué, tenait surtout à ce que durant ces dernières années une bonne partie du monde démocratique avait appris à faire union de but, d'attitude et d'action pour défendre la paix. De fait, la huitième session de l'Assemblée a marqué en quelque sorte un stade transitoire entre la conclusion d'un armistice en Corée et les relations internationales qui s'en suivraient. On ne saurait dire que la huitième session a été témoin de quelque changement radical dans l'attitude soviétique. Maintes questions, en raison de la tension entre l'Est et l'Ouest, ont donné lieu à